



## Édito

### Centrafrique : Au cœur de la Françafrique

Il y avait quatre candidats déclarés à la Présidence de la transition en Centrafrique après la démission de Michel Djotodia, la marionnette d'Idriss Déby. Le premier des candidats, Désiré Kolingba n'est autre que le fils de l'ancien Président centrafricain André Kolingba qui instaura une dictature militaire après son coup d'État du 1er septembre 1981. En 1993, il quitte le pouvoir à la suite des élections Présidentielles imposées partout en Afrique francophone par le discours de la Baule mais tente néanmoins de reprendre le pouvoir par la force en 2001, sans succès. Son successeur n'est autre qu'Ange-Félix Patassé qui dirigea le pays de 1993 à 2003, date à laquelle il est lui-même renversé par François Bozizé. Ange-Félix Patassé est le père de Sylvain Patassé, l'autre candidat à la Présidence de la transition de la République Centrafricaine de janvier 2014.

Au final, c'est une femme qui a été élue. Mme Catherine Samba Panza est aussi du sérail puisque son mari a été plusieurs fois ministre, notamment sous André Kolingba et François Bozizé. En réalité, il ne manquait plus que le fils ou le neveu de Jean-Bedel Bokassa 1er, l'homme qui s'était autoproclamé Empereur de l'Empire centrafricain le 4 décembre 1977, douze ans après avoir renversé son cousin David Dacko. Ce dernier est par la suite remis en selle par la France en 1979, après la chute de Bokassa.

La Centrafrique est au cœur même du plus long scandale de la République française. On se souvient encore des diamants de Bokassa. Ce riche pays dirigé depuis les Indépendances par une oligarchie qui ne pense qu'à ses propres intérêts, est en réalité le meilleur élève de la sphère « Françafrique », où on peut faire et défaire les Présidents selon le bon vouloir de la France. Hollande nous l'a désormais confirmé, il aurait dû dire : « Moi, Président de la Françafrique... ».

Moulzo

## S O M M A I R E

<p><b>Edito</b> Centrafrique : au cœur de la Françafrique</p> <p><b>Brèves</b> Bénin - Afrique du sud - Madagascar</p> <p><b>Nouvelles du Continent</b> Congo Est : début de solution Nigeria : un delta transformé en terrain vague</p>	<p><b>Françafrique</b> Un procès entre humour et critique Moi, Président de la Françafrique Mali : Présidentielle et après ?</p> <p><b>Dossier Sud-Soudan</b> Sud Soudan : la classe ouvrière montre la voie Université de Juba : Personnel en grève Vivacell: après grève Entrevue avec Nyuon Janguan</p> <p><b>Événement</b> A voir : Salon anticolonial</p>
--	--

**FRANCAFRIQUE: Allez Nanard arrête de pipeauter !**



Toujours véloce pour pérorer sur des sujets qu'il ne maîtrise pas, voilà donc notre bon Kouchner, la feuille de vigne humanitaire du néocolonialisme français faire un lapsus, qui, comme nous l'apprend Freud, est toujours révélateur. Au lieu de parler de la Centrafrique il parle de la... Francafrrique.

Voici le lien à savourer sans modération :

<http://www.bfmtv.com/video/bfmtv/politique/centrafrique-lapsus-bernard-kouchner-02-01-167986/>

**BENIN: La bande à Boni**



Boni Yayi qui n'a plus qu'une obsession rester au pouvoir, après avoir fabriqué des faux complots contre sa personne, tenter de mettre la justice à sa botte, il vient de réprimer dans le sang une manifestation syndicale. Raison de plus de le virer ainsi que sa clique.

<http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/benin/article/benin-soutien-aux-blesses-de-la>

**AFRIQUE DU SUD : tremblement de terre politique**

Le Numsa, le principal syndicat de la puissante confédération de l'Afrique du Sud qui regroupe les travailleurs de la métallurgie, vient de retirer, lors de son 9<sup>e</sup> congrès son soutien à l'ANC et au parti communiste pour les prochaines élections. Le syndicat leur reproche leur politique néolibérale et la corruption de leurs dirigeants. Il lance l'idée de la construction d'une nouvelle organisation socialiste qui défende réellement les travailleurs. Une affaire d'importance pour tous les progressistes du continent.

Voir en anglais la déclaration du Numsa : <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/afrique-du-sud/article/south-africa-declaration-of-numsa>

Mais aussi en français : <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/afrique-du-sud/article/le-front-democratique-de-gauche>

**MADAGASCAR :: la crise néocoloniale perdue !**



Après plusieurs années de crise, l'élection présidentielle a eu lieu. Au second tour se sont affrontés les deux poulains des responsables qui ont plongé le pays dans la crise. Voir « La crise de Madagascar » de Jean-Claude Rabeherifara qui analyse la nouvelle situation dans *Aujourd'hui l'Afrique*, le journal de l'Afaspa.

[http://www.afaspa.com/IMG/pdf/aa130\\_18-20\\_Madagascar\\_RABEHERIFARA.pdf](http://www.afaspa.com/IMG/pdf/aa130_18-20_Madagascar_RABEHERIFARA.pdf)

Mais aussi son interview sur France 24 :

<http://youtu.be/IFTNQ74ks8> .

## EST-CONGO: Début de solution

La défaite des rebelles du M 23 avec la signature, à Nairobi, d'un accord de paix ouvre une nouvelle situation politique pour le Congo.

Le M 23 n'est que la continuité des rébellions successives qui ont été soutenues par le Rwanda et l'Ouganda, même si ces deux pays continuent à nier toute implication dans le soutien militaire et logistique des différentes milices. Pourtant les derniers rapports des experts diligentés par le Conseil de sécurité de l'ONU sont formels et en apportent la preuve.



Kabila Père et fils

Depuis les années 90, le Rwanda a toujours soutenu des groupes armés, hier dénommés RCD puis RCD Goma, puis CNDP et aujourd'hui M 23, l'Ouganda de même en soutenant parfois des milices opposées entre elles.

A l'époque, ces guérillas avaient contribué à la chute du régime de Mobutu principal et indéfectible allié des Occidentaux contre la supposée menace soviétique. Après la chute du mur de Berlin, l'importance de Mobutu dans le dispositif occidental s'amenuisait, le pays appelé à l'époque le Zaïre était au bord du gouffre et les rebelles de Laurent Désiré Kabila avec l'aide des voisins rwandais et ougandais, prirent le pouvoir sans beaucoup de difficulté devant une armée zaïroise qui se disloqua rapidement.

Mais les alliés d'hier devinrent rapidement ennemis. Laurent Désiré Kabila fit preuve d'indépendance et entra en conflit avec les Rwandais et les Ougandais. Il fit appel aux Angolais, Namibiens et Zimbabwéens. Cette guerre, considérée comme la première guerre continentale, parce

que plusieurs pays s'y impliquèrent, aurait fait des millions de morts certains démographes mettant en doute ce chiffre. Quoiqu'il en soit, ce fut une terrible épreuve pour les habitants des régions Est du Congo qui eurent à en subir les conséquences.

Après la signature d'un traité de paix en Afrique du Sud, à Sun City, une transition fut mise en place intégrant les quatre principaux chefs des rébellions comme vice-président et Joseph Kabila comme président remplaçant son père assassiné dans des conditions obscures. C'est l'époque du gouvernement dit 4 + 1. Lors de l'élection présidentielle, Kabila remporta les élections au second tour contre Jean-Pierre Bemba, actuellement à la Cour pénale internationale accusé de crime contre l'humanité en Centrafrique lorsqu'il avait envoyé sa milice défendre Ange Félix Patassé.

Le conflit d'aujourd'hui n'est que la continuité de cette guerre qui commença dans les années 90. Mais d'autres éléments sont à prendre en compte.

### Plus de 40 groupes armés dans l'Est du Congo



Pour le Rwanda, le génocide est une question centrale. Les Hutu extrémistes appuyés par la France vont prendre le pouvoir après l'attentat contre le président Juvénal Habyarimana en avril 1994. Aussitôt le massacre contre les Tutsi mais aussi les Hutu de l'opposition démarre. Un génocide préparé par des années de haine et mis en place méthodiquement par l'armée rwandaise et les interahamwe, milice des extrémistes hutu. Dans le cadre de l'opération Turquoise menée par l'armée française présentée comme une action humanitaire, l'essentiel des génocidaires vont fuir vers le Zaïre avec l'approbation de Mobutu. Le Front

## Nouvelles du continent

patriotique rwandais de Paul Kagamé, principalement composé de Tutsi réfugiés en Ouganda, qui mit fin au génocide, vit dans ces camps de réfugiés une menace contre le nouveau régime. A juste titre puisque les Hutus extrémistes vont tenter à plusieurs reprises des actions armées contre le Rwanda en utilisant les civils des camps de réfugiés comme boucliers humains contre d'éventuelles représailles. Cette tactique est responsable de milliers de morts car l'armée rwandaise n'aura aucun état d'âme pour intervenir militairement dans ces camps au prix de nombreux massacres.



Coltan, matière première des téléphones portables

Aujourd'hui la présence militaire des FDLR, le nom de la milice des Hutu extrémistes, ne représente plus une menace militaire réelle pour le régime. Affaiblis et divisés, certains FDLR sont prêts à rendre les armes pour profiter des opérations de démobilisation. Leur puissance de nuisance est surtout tournée contre les Congolais qui sont victimes de leurs exactions. Le régime rwandais qui dérive lentement mais sûrement vers une dictature se sert des FDLR pour continuer à justifier ses incursions militaires sur le territoire congolais. Quant au M 23, il déclarait protéger les Banyamulenge assimilés à des Tutsi congolais. Si au cours de l'histoire récente du Congo, les Banyamulenge ont subi des discriminations et des politiques xénophobes et si effectivement des problèmes surgissent entre les communautés Banyarwanda et Nande, Hunde et Nyanga, pour reprendre les conflits les plus anciens, cela ne justifie pas une milice armée, bien au contraire. Aujourd'hui, rien que dans l'Est de la RDC, on compte, au bas mot, plus de 40 groupes armés qui se déclarent défendre leur communauté et dérapent

rapidement en commettant les pires atrocités. Les différends qui peuvent exister ne peuvent être réglés par les armes mais par les discussions et la recherche du compromis.

Le Rwanda et l'Ouganda se servent de la faiblesse de l'État congolais pour déstabiliser la région du Kivu avec des visées économiques, notamment le pillage d'un sous-sol extrêmement riche en matières premières, le coltan mais aussi les diamants.

Ce qui permet d'enrichir les chefs des milices et les proches membres du pouvoir tant rwandais qu'ougandais. En effet, une des raisons qui expliquent la longévité de ce conflit est que plus il dure et s'étend, plus il rapporte, initiant ainsi un cercle vicieux où les populations civiles sont prises en otage par les différentes milices, victimes des violences et parfois réduites en esclavage pour travailler dans des conditions extrêmement dangereuses dans les mines. Les rivalités entre l'Ouganda et le Rwanda les poussent chacun à avoir une position forte dans les régions frontalières de la RDC en entretenant des milices.

### **La détermination diplomatique de Washington à régler le conflit**

Les milices soutenues par le Rwanda et l'Ouganda ont toujours réussi à mettre en déroute les forces armées de la RDC même quand ces dernières s'alliaient aux FDLR et aux milices Mai-Mai. Toutes ces forces armées ont été coupables de crimes contre l'humanité. Le long calvaire des femmes violées par les milices successives a fait de la région et du Congo un véritable enfer pour ces femmes, mais aussi pour les enfants enlevés pour servir de soldats, ou d'esclaves sexuels aux différents seigneurs de guerre.

La défaite du M 23 tient à plusieurs facteurs politiques et militaires. Les États-Unis ont décidé de mettre tout leur poids diplomatique dans la balance pour régler ce conflit. Principal soutien et alliée du Rwanda et de l'Ouganda, l'administration Obama a fait pression sur ces deux pays pour qu'ils arrêtent toute aide aux milices au point de couper leur subvention à l'armée rwandaise. En nommant un émissaire spécial, Washington a montré sa détermination diplomatique à régler ce conflit.

Si les États-Unis ont, à un moment, caressé l'idée d'une partition du Congo au profit du Rwanda, idée reprise par Sarkozy toujours prompt à s'emparer d'idées foireuses, la

Maison Blanche s'est vite ravisée face à une mobilisation de la population qui tenait à l'intégrité du territoire de son pays.

Pour les États-Unis, le gouvernement de Kagamé devenait encombrant. Accusé par l'ONU de soutenir des milices et des criminels poursuivis par la CPI et pointé comme une des principales sources de déstabilisation de la région des Grands Lacs. Dans le même temps, l'idée d'une force de l'ONU offensive fit son chemin et fut adoptée par le Conseil de sécurité. Cette force d'attaque composée de soldats de Tanzanie, du Malawi et d'Afrique du Sud est équipée d'hélicoptères. Parallèlement, le gouvernement de Joseph Kabila de plus en plus critiqué pour son incapacité à régler le conflit au Kivu décida de changer la direction de l'armée en nommant un nouveau général, de payer les soldats et d'acheminer les moyens nécessaires. Ainsi cette conjonction d'éléments permit aux forces conjointes de l'ONU et de la RDC (FARDC) d'en finir avec le M 23.

Lors des pourparlers de paix qui se tenait à Kampala, la capitale ougandaise, le M 23 tenta de rallier l'opposition politique à Kabila en avançant notamment des revendications autour de la défense des libertés, de l'État de droit et contre la corruption. Mais en vain, ce qui souligne l'absence de soutien populaire et de base sociale de cette milice qui souhaitait jouer un rôle de catalyseur de l'opposition à Kabila.

A noter, et c'est un point positif, que lorsque les FARDC sont entrées dans les villes et villages conquis, il n'y eut quasiment pas de violence contre les civils. Elles se sont comportées en armée disciplinée avec un accueil plutôt favorable des populations qui montraient ainsi leur ras-le-bol du racket qu'exerçaient les miliciens du M 23 sur les

civils.

### **Des problèmes sociaux et inter communautaires à régler au plus vite**

Les accords d'Addis-Abeba prévoient que les pays voisins ne doivent plus soutenir les milices qui sévissent chez leurs voisins. Aujourd'hui, le gouvernement Kabila doit aller de l'avant pour désarmer les FDLR ainsi que les autres milices Mai-Mai plus ou moins regroupées dans le Pareco, les alliances étant extrêmement versatiles. La fin de ces milices et la restauration d'un État de droit serait un élément extrêmement positif qui permettrait à une population meurtrie pendant plus de trois décennies de reprendre son activité, essentiellement agricole, et d'aller de l'avant en exigeant notamment que les formidables richesses minières puissent lui bénéficier.

Même si les mobilisations n'ont pas été autant à la hauteur de la souffrance endurée, elles ont cependant permis de faire bouger les lignes et d'esquisser un début de solution. Il est clair néanmoins que les problèmes sociaux et inter communautaires doivent être réglés au plus vite dans l'équité pour désamorcer toute velléité de réponses violentes.

Le gouvernement de Joseph Kabila a démontré maintes fois sa totale incapacité à mener une politique qui répond aux besoins sociaux les plus immédiats. L'alternative n'est ni dans les milices, ni dans prophètes autoproclamés, mais dans la structuration d'organisations qui permettent de résister et de vivre un peu mieux.

**Paul Martial**



## **Elections ou mascarades ? Vigilance !**

[www.electionsafrique.org](http://www.electionsafrique.org)

**Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique** se réunit chaque mois depuis 2009 à Paris. Il inscrit son travail dans le sens d'un soutien aux démocrates africains et dans le sens d'une réforme profonde de la politique française. Réunion chaque **2e jeudi du mois, à 19h, Bourse du travail de Paris, 3 rue du Château d'eau, M° Château d'eau, salle Commission 1** (en général).

## NIGERIA: Un delta transformé en terrain vague

Chaque année, ce sont des centaines de marées noires qui souillent les côtes et les plaines, jadis fertiles de la région du delta du Niger au Nigeria, le grand pays anglophone de l'Afrique de l'Ouest.

Ces pollutions importantes qui se produisent depuis des années ne suscitent guère d'émotion dans le monde, pourtant elles provoquent une véritable désertification de la région. Le discours de Ken Saro-Wiwa de 1992 à l'Organisation des peuples et nations non représentés à Genève reste cruellement d'actualité et ne pousse guère à l'optimisme : « *L'exploration pétrolière a transformé le pays ogoni en immense terrain vague. Les terres, les rivières et les ruisseaux sont en permanence entièrement pollués ; l'atmosphère est empoisonnée, chargée de vapeurs d'hydrocarbures, de méthane, d'oxydes de carbone et de suies rejetés par les torchères qui, depuis trente-trois ans, brûlent des gaz vingt-quatre heures sur vingt-quatre tout près des zones d'habitation. Le territoire ogoni a été dévasté par des pluies acides et des épanchements ou des jaillissements d'hydrocarbures. Le réseau d'oléoducs à haute pression qui quadrille les terres cultivées et les villages ogoni constitue une dangereuse menace.* »

Les fuites de pétrole sont attribuées par les compagnies pétrolières et les autorités aux actes de malveillances et aux vols qui alimentent le trafic des distilleries clandestines. Le pétrole nigérian est de très bonne qualité de par sa faible teneur en soufre et se distille facilement. Raison de plus pour condamner les dirigeants nigériens qui refusent de doter le pays d'industrie de raffinage permettant aux habitants de disposer d'énergie bien moins polluante que celle issue de distilleries clandestines. Ils préfèrent spéculer en organisant la pénurie des produits pétroliers

### Des rapports très subjectifs et fallacieux

Dans une communication conjointe, Amnesty International et le Centre nigérian pour l'environnement, les droits humains et le développement (CEHRD) soulignent que la responsabilité des compagnies pétrolières, dont la plus importante Shell, est largement engagée dans les fuites incessantes.

Les résultats des analyses selon une expertise indépendante demandée par Amnesty international sur les rapports de Shell sont «très subjectifs, fallacieux, voire

purement et simplement faux.»<sup>[1]</sup>

En effet, bon nombre des fuites proviennent du mauvais état des oléoducs, dû à la corrosion, aux carences d'entretien des infrastructures, aux défaillances techniques. Shell reconnaît sa responsabilité dans la fuite de 1640 barils, alors que dans les faits il est probable que c'est 60 fois plus.

Les dénis des compagnies pétrolières sont motivés par leur volonté de préserver leur notoriété d'entreprises responsables et écologiques notamment dans les pays occidentaux, mais c'est aussi un moyen pour éviter de verser des compensations financières aux populations victimes de ces pollutions.

### Des gouvernements successifs au service des compagnies pétrolières

L'administration en charge des affaires pétrolières est totalement sous-équipée, sous formée pour vérifier les déclarations des compagnies sur les causes des fuites. Mais le problème ne vient pas seulement des carences des services publics, il est plus profond, plus politique.

En effet, les gouvernements successifs se sont toujours mis au service des compagnies pétrolières contre les intérêts de leur pays et de leur population. Depuis le début de l'exploitation pétrolière, dans les années 70, les populations du delta du Niger se sont battues contre les pollutions occasionnées par les compagnies notamment les torchères. Ces feux alimentés par le gaz des puits pétroliers dégagent des fumées épaisses, chargées d'hydrocarbure et de métaux lourds extrêmement dangereux pour la santé des habitants de la région.

C'est dans ce contexte qu'en 1990 se crée le Mouvement pour la survie du peuple ogoni (Mosop) en réponse aux méfaits des compagnies pétrolières mais aussi pour exiger un partage plus équitable des revenus du pétrole. Ce mouvement non violent de plus en plus populaire réussira à rassembler plus de 300 000 personnes en 1993. Le pouvoir de l'époque considérait que dénoncer les compagnies pétrolières était un crime de haute trahison. Ainsi le Mosop et les Ogoni vont-ils subir une terrible répression, des villages seront rasés, les militants assassinés. Les organisations de défense des droits de

l'homme estiment que près de 2000 personnes ont perdu la vie suite à la répression de l'armée nigériane, 100 000 Ogoni ont dû quitter leur terre pour se réfugier dans d'autres États du Nigeria ou au Bénin. Le dirigeant du Mosop, Ken Saro-Wiwa, fut arrêté et pendu en 1995. A l'issue de cette terrible répression, une organisation violente, le Mouvement pour l'émancipation du Niger (MED) verra le jour.

La bourgeoisie parasitaire du Nigeria a tout misé sur le

pétrole qui représente 95 % des recettes d'exportation et 80 % des recettes totales. Une compagnie comme Shell exploite près de 40 % de la totalité de la production. C'est le prix de la croissance du continent africain célébré par tous les capitalistes occidentaux, les fameux Afro-optimistes...

**Paul Martial**

<http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/shell-s-false-claims-niger-delta-oil-spills-exposed-2013/11/6>

## FRANCAFRIQUE : Un procès entre humour et critique

**M**ercredi 4 décembre s'est tenu, au théâtre du Grand Parquet, le tribunal citoyen de la Françafrique qui a dressé le bilan implacable de 50 ans de relations françafricaines et d'interventions françaises, à travers la mise en accusation de la Françafrique et sa condamnation sans équivoque.

Début décembre, de nombreuses associations françaises et africaines ont fortement exprimé leur opposition à la tenue du sommet françafricain de l'Élysée. Ce raout purement colonial pudiquement intitulé sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique a réuni vingt-sept chefs d'États africains installés et soutenus par la France depuis les décolonisations, à la tête de gouvernements dictatoriaux. Le Tchadien Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, Paul Biya à la tête du Cameroun depuis 1982, Denis Sassou Nguesso président du Congo depuis 1979, Blaise Compaoré, maître du Burkina Faso depuis 1987, sont les bons élèves de la toujours vivace Françafrique. Ces dictateurs aux ordres d'un lobby militaro-industriel sont les dévoués défenseurs des intérêts impérialistes des transnationales.

C'est ce néocolonialisme teinté de racisme qu'ont mis en lumière les prises de paroles de ce tribunal pas pour rire, parfaite mise en scène oscillant entre humour et critiques de fond. Tout au long de la soirée, une quinzaine d'intervenant(e)s se sont succédé devant la présidente, le procureur et les deux avocats généraux plus vrais que nature, brillants dans leur argumentaire plein d'une ironique arrogance. Ils ont cependant su taire leur cynisme à l'écoute du témoignage bouleversant d'une militante centrafricaine. C'est en effet sous le regard complice des observateurs militaires français que Déby déstabilise la Centrafrique, tout en offrant à l'armée française le rôle de super pacificatrice.

Hollande, Fabius, Le Drian comme il y a tout juste vingt ans le duo Mitterrand Védrine au Rwanda.

Ce tribunal citoyen a concrétisé une belle initiative collective qui donne la parole à celles et ceux qui se battent pour le respect, la solidarité et la justice.

**Gisèle Felhendler**



[www.afriquesenlutte.org](http://www.afriquesenlutte.org)

**REJOIGNEZ AFRIQUES EN LUTTE !**

## FRANCE-AFRIQUE : « Moi, Président de la Françafrique »

« Ce temps où la France faisait et défaisait les présidents de Centrafrique et d'une partie de l'Afrique, c'est fini. » C'est en tout cas ce qu'a affirmé François Hollande lors de sa Conférence de presse du mardi 14 janvier. Difficile de le croire lorsqu'on sait que la démission forcée de Michel Djotodia, porté au pouvoir par la Seleka, a été exigée par la France. Déjà en décembre 2013, Hollande déclarait : « En Centrafrique, on ne peut pas laisser en place un président qui n'a rien pu faire, voire même a laissé faire ». Cette démission fut préparée, en début d'année, par une tournée de Le Drian, dans le pré carré français de l'Afrique Centrale où il rencontra successivement Sassou Nguesso du Congo Brazzaville, puis Ali Bongo du Gabon et enfin le tchadien Idriss Déby pour mettre l'opération en œuvre. Quelques jours plus tard, Djotodia annonçait sa démission.

l'Afrique francophone. Le plus caricatural étant certainement son appui inconditionnel à Déby, en contrepartie de son acceptation pour que les soldats tchadiens jouent le rôle de chair à canon au Mali. Désormais, Idriss Déby a les mains libres dans la gestion de la crise en Centrafrique et se voit décerner un certificat de respectabilité.

Mais si, dans sa conférence de presse, Hollande s'est auto-félicité pour son intervention au Mali, l'embellie risque d'être de courte durée. En effet, Keïta nouvellement élu, pratique la même politique d'achat et de division vis-à-vis des chefs des différentes communautés du nord du Mali. Ce clientélisme ne peut faire que des mécontents avec le risque de reprises de conflits armés. Dans le même temps les populations sont tenues à l'écart des assises nationales et régionales de la décentralisation ce qui freine ainsi une possible réconciliation entre les populations. Les accords de Ouagadougou sont au point mort et le retour des services de l'État reste lent et difficile. Dans l'ensemble du pays les difficultés sociales s'accumulent alors que les pratiques de corruptions reprennent de plus belle.

Les faits sont têtus, depuis la mandature de François Hollande, la présence militaire française augmente en nombre de soldats plus de 10 000 et en nombre de pays. Dorénavant les troupes françaises sont présentes au Sénégal, au Gabon, à Djibouti, au Tchad, en Centrafrique, au Cameroun, au Burkina Faso, au Niger, en Mauritanie, s'ajoutent une présence maritime dans le golfe de Guinée et sur la corne de l'Afrique. D'ailleurs, cette politique s'accorde parfaitement avec celle des États-Unis qui utilisent déjà des drones dans le Sahel, en Afrique Centrale et de l'Est. Hollande n'a donc pas dérogé à la règle d'une France qui, pour son compte ou celui de l'impérialisme occidental, se charge de stabiliser les pays africains, grâce au « *savoir-faire exemplaire de l'armée française* », dicit les conseillers militaires de la Maison Blanche.<sup>[1]</sup>

Avec une telle politique en Afrique, Hollande ne devrait plus hésiter longtemps à porter son casque colonial lors de ses escapades nocturnes en scooter... !

**Paul Martial**



De même, faut-il rappeler la volonté farouche de la diplomatie française au Mali a vouloir empêcher les populations de prendre en main leur destin pour remédier à la plus grave crise qu'a connu ce pays en imposant une transition à la main de Paris ? Hollande exigea la signature des accords de Ouagadougou et imposa la date des élections aux Maliens. Seule la victoire écrasante d'Ibrahim Boubacar Keïta à évité une crise liée aux carences du processus électoral

Malgré ses dénégations, Hollande applique avec autant de zèle que ses prédécesseurs, cette politique néocolonialiste qui ne peut apporter que les mêmes conséquences désastreuses pour les populations. A part son action plutôt puérole, au sommet de la francophonie à Kinshasa, consistant à refuser ostensiblement d'applaudir Joseph Kabila, Hollande soutient sans faille les dictateurs de

[1] <http://www.lefigaro.fr/international/2013/02/22/01003-20130222ARTFIG00666-mali-l-amerique-loue-le-travail-de-l-armee-francaise.php>

## MALI : Élections et après ?

« Sans enthousiasme » : c'est le qualificatif qui revient le plus souvent dans les médias maliens quand il s'agit de qualifier la participation aux récentes élections législatives.

Qu'il s'agisse du premier tour ou du second, respectivement tenus le 24 novembre et le 15 décembre, ce sont les mêmes mots qui se répètent, à longueur d'articles. Ce qui fait une différence avec l'élection présidentielle de juillet-août 2013, à laquelle le peuple avait plutôt participé de bon cœur. Bien qu'elle ait conduit à faire élire un « vieux crocodile » de la politique malienne, l'actuel président Ibrahim Boubacar Keïta (« IBK »), cette élection avait été souvent perçue comme l'occasion d'un renouvellement politique. « IBK » apparaissait comme moins impliqué dans la corruption qui gangrène la vieille classe politique et dans les « trahisons » de l'oligarchie, qui avaient facilité la partition du pays et l'occupation de la moitié Nord du territoire par des groupes séparatistes puis djihadistes au cours des premiers mois de 2012.



Alors que la participation au premier tour de l'élection présidentielle avait été évaluée à 49 %, celle du premier tour des législatives de fin novembre était officiellement de 38,4 %. Ces chiffres reflètent un reflux important, même si on n'est pas encore revenu aux taux extrêmement bas de l'ère « ATT » – Amadou Toumani Touré, président de la République de 2002 à 2012. Lors de sa réélection en 2007 par exemple, la participation avoisinait les 25 % seulement... encore ce taux était-il surévalué puisqu'à l'époque, l'achat des voix était une pratique très répandue. Cette pratique a nettement reculé, depuis. (Il existe plusieurs méthodes pour acheter les votes de certains électeurs ou électrices et contrôler leur comportement dans l'isoloir. On pouvait ainsi

leur demander à une certaine époque, de photographier leur bulletin rempli avec un téléphone portable – les téléphones ont été interdits, cette année, dans les isoloirs – ou encore leur donner un bulletin déjà rempli en leur demandant de ramener le bulletin « vierge ».)

Le ministre de l'Administration du territoire – titre équivalent à celui de ministre de l'Intérieur, Moussa Sino Coulibaly, a reconnu au lendemain du premier tour que le taux de participation était « en deçà de [leurs] attentes ». Or, nombre des espoirs qu'une partie des Maliens et Maliennes avaient misé sur le président IBK ont été déçus, depuis son arrivée à la tête de l'État

A l'heure où nous bouclons, à la mi-décembre, les résultats rendus publics sont encore provisoires, en attendant que la Cour constitutionnelle se prononce. Il ne devrait cependant y avoir aucune surprise : les grands partis politiques s'étaient assuré, dès le premier tour, la part du lion.

Il s'agit des trois principaux partis : le RPM (Rassemblement du peuple malien, du président IBK), l'ADEMA (Alliance pour la démocratie au Mali, premier parti du pays au moment de la transition de la dictature militaire vers la démocratie en 1991/92) et l'URD (Union pour la République et la démocratie, qui était représentée à la présidentielle par le candidat ayant accédé au second tour, Soumailia Cissé). Sur 147 sièges, le RPM, devrait avoir 60 mandats. Il sera suivi de l'ADEMA avec 21 sièges, et de l'URD qui en compte 17.

Un article paru dans *Mali Actu* la veille du premier tour prédisait que la future opposition au parlement sera faible. L'auteur, un statisticien, faisait le constat suivant : « Dans les pays comme le nôtre, malheureusement, peu de députés et/ou de partis font le choix de rester dans l'opposition. On se pose bien la question de savoir si nos députés et/ou nos partis politiques ont une conviction à défendre. [...] En observant le score de différents partis et les déclarations de ralliement, on peut noter que l'opposition future (si elle existera) sera surtout constituée de certains députés de l'URD (s'ils acceptent d'y rester) et d'autres rares députés venant d'autres partis. »

Il faut d'ailleurs préciser que c'est surtout pendant les dix ans de la présidence ATT que le Mali a été habitué à un mode de gouvernement dit « au consensus », où il n'existe aucune frontière nette entre camp gouvernemental et opposition.

Des forces politiques plus faibles, dont certaines appartenant plus ou moins clairement à la gauche, avaient été éliminées dès le premier tour. C'est le cas, par exemple, du Rassemblement pour la justice sociale (RJS). Il était composé de militant(e)s venant de la société civile, mais avait fait le choix de soutenir le candidat IBK à l'élection présidentielle (et ceci dès le premier tour). Le parti de gauche SADI (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance) d'Oumar Mariko, en revanche, a pu gagner quatre sièges de députés. Ses représentants feront, fort probablement, partie de la future opposition.

Plus que par les élections législatives, l'attention de l'homme ou de la femme « de la rue » avait été capturée, ces dernières semaines, par le sort de l'ex-capitaine Amadou Sanogo. Ce dernier souvent présenté comme le « dirigeant » du putsch du 22 mars 2012, qui avait mis fin à la présidence « ATT » avait été applaudi par une partie du peuple, dans la mesure où il était dirigé contre l'ancienne oligarchie. En réalité, les jeunes soldats de la troupe qui s'étaient insurgés, le 22 mars 2012, contre leurs officiers corrompus et l'oligarchie au pouvoir avaient fait appel à Sanogo, parce qu'il était l'officier le plus gradé qui avait accepté de les soutenir. Tous les autres officiers de grade supérieur s'y étaient refusés. Le frère du capitaine Sanogo étant militant du parti SADI, une partie de la gauche s'était aussi attendue à ce qu'il soit porteur de certaines idées politiques. Certains voyaient en lui une sorte de Thomas Sankara de 2012, alors qu'en réalité, cet habit semble avoir été bien trop grand pour lui.

Fin août, Sanogo fut promu général par le président intérimaire Dioncounda Traoré (encore aux manettes, en attendant de remettre le pouvoir au président élu IBK). Mais c'était, en quelque sorte, un cadeau empoisonné. Sanogo commençait déjà à s'éloigner de sa base, des jeunes soldats et officiers du camp de Kati à qui il avait dû son rôle politique. A partir du 30 septembre, des combats se déroulèrent dans le camp de Kati : des jeunes mutins, qui disaient n'avoir en rien bénéficié des changements intervenus depuis mars 2012 – n'ayant eu ni promotion, ni

augmentation de solde se révoltèrent. Sanogo, qui semblait définitivement avoir « la grosse tête », s'opposa à eux et les menaça, en déclarant : « J'ai les Nations unies, la France, l'opération Serval, l'armée malienne, la gendarmerie malienne avec moi ! »

Sanogo



Sanogo, le Général déchu

Les jours suivants, à partir du 3 octobre, on commença à trouver des cadavres de soldats, auparavant « disparus », autour du camp de Kati. Au moins cinq soldats assassinés furent ainsi trouvés. Le président IBK invita, peu de temps après, le désormais général Sanogo à déménager de Kati pour s'installer dans la ville de Bamako, ce qui allait définitivement le couper de sa base initiale. Sanogo, arguant du fait qu'il était « ancien président du Mali » – ayant été pendant quelques jours à la tête d'un gouvernement militaire provisoire, avant que celui-ci ne cède le pouvoir à un gouvernement intérimaire civil –, exigea des travaux dans son nouveau domicile, pour plusieurs centaines de millions de francs CFA. Mais cela n'allait pas le protéger. Le 28 novembre, il fut arrêté et « menotté comme un vulgaire bandit », selon les mots utilisés dans plusieurs articles de la presse malienne. Sanogo avait refusé, à plusieurs reprises, de se rendre à une convocation qui lui avait été adressée par les juges.

Auparavant, la FIDH (Fédération internationale des ligues de droits de l'homme) avait porté plainte contre lui, pour disparitions forcées. Début décembre, les autorités ont exhumé un charnier, non loin du camp de Kati. Y étaient enterrés, probablement, des soldats du corps d'élite des « bérets rouges » qui avaient refusé, en mars 2012, le

putsch des jeunes militaires, s'y étaient opposés et avaient défendu l'ancien président « ATT ». Des combats acharnés avaient alors opposé, pendant quelques jours, des soldats pro-putsch et des « bérets rouges ». Plus problématique est, cependant, le fait que certains des « bérets rouges » semblent avoir été tués, non pas pendant ces combats, mais une fois capturés et sous la torture. La justice enquête à ce propos et Sanogo risque la peine de mort, en cas de condamnation.

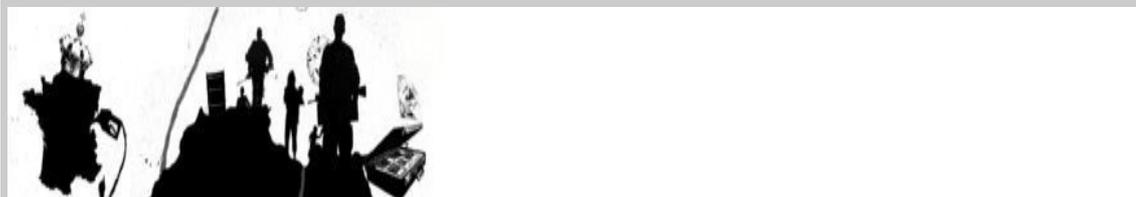
Le futur président IBK, qui avait eu l'habileté de se tenir à l'écart des événements de mars 2012 et de rester « neutre » entre les pro- et les anti-putsch (ces derniers appartenant alors souvent à l'ancienne oligarchie), s'était appuyé sur les militaires de Kati, au cours de sa campagne. Le 25 juillet 2013, à trois jours du premier tour de l'élection présidentielle, il avait fait un discours à l'intérieur du camp de Kati. Or, IBK semble bien, entre-temps, avoir laissé tomber son ancien quasi-allié. Le 13 décembre, la presse

maliennne le cite avec ses mots : « Il [Sanogo] se croyait au-dessus des lois ; il est en prison, méditant sur son mauvais calcul. »

Certains voient, derrière cette « normalisation » en cours dans l'armée maliennne – qui repasse ainsi bien davantage sous le contrôle du pouvoir exécutif – la main de la France. Sur le blog du néostalinien belge Michel Collon, on lit ainsi : « Le général Sanogo est-il sacrifié sur l'autel de la France ? » L'auteur de l'article présenté sous ce titre est Ibrahima Sène, du PIT du Sénégal.

Il est certain que cette dernière évolution arrange le pouvoir français, dans la mesure où des éléments réputés relativement incontrôlables semblent avoir été écartés de son chemin. Cependant, les progressistes auraient tort de glorifier, en retour, le personnage d'Amadou Sanogo.

**Bertold du Ryon**



**Je lutte contre la Françafrique  
Je soutiens Survie**

L'association (loi 1901) Survie a trois objectifs principaux : ramener à la raison démocratique la politique de la France en Afrique (lutte contre la Françafrique et le néocolonialisme), combattre la banalisation du génocide et réinventer la solidarité internationale par la promotion des Biens Publics mondiaux.

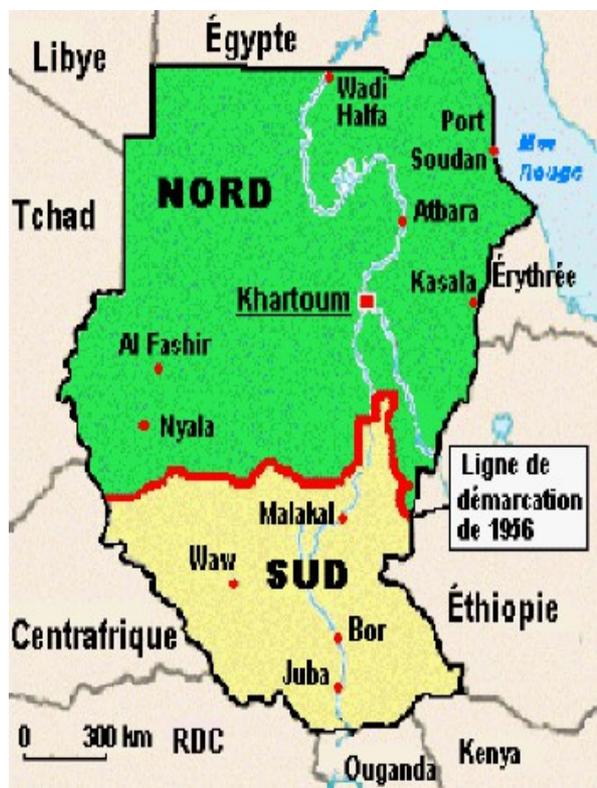
Elle mène des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des élus pour une réforme de la politique de la France en Afrique et des relations Nord-Sud. Elle fonde son action sur la légitimité qui incombe à chacun d'interpeller ses élus et d'exiger un contrôle réel des choix politiques dans tous les domaines.

Elle compte plus de 1700 adhérents, plusieurs centaines de militants et 25 groupes locaux qui relaient ses campagnes dans toute la France.

[www.survie.org](http://www.survie.org)

## SUD-SOUDAN : La classe ouvrière montre la voie

Les médias ont parlé du Sud-Soudan en raison de la tentative de coup d'État, d'une importante mutinerie dans l'armée et d'affrontements ethniques. Mais la classe ouvrière, tant dans le secteur public que privé, a démontré sa capacité à s'unir contre la corruption des élites gouvernementales et les entreprises.



Soudan, le Nord et le Sud

Après trente ans de guerre, le Sud-Soudan a gagné son indépendance en 2011, mais des conflits avec le Soudan, son voisin du nord, ont continué particulièrement sur les exportations de pétrole via les oléoducs qui parcourent le Soudan. Il y a aussi des divergences sur la frontière entre les deux pays, notamment la région d'Abyei riche en pétrole et le soutien par chaque gouvernement de rebelles qui sévissent chez le voisin. Le président du Sud-Soudan, Salva Kirr, a opté pour l'apaisement des tensions avec le président soudanais, espérant ainsi gagner assez d'argent de l'exportation du pétrole pour gagner les prochaines élections de 2015. De ce fait, Omar Béchir a survécu aux importantes manifestations qui ont éclaté en septembre dernier à Khartoum, la capitale du Soudan.

Le gouvernement du Sud a accepté que le droit de transit soit quinze fois plus élevé, à condition que les exportations de pétrole commencent au mois de juin après avoir été stoppées pendant 18 mois. Mais le gouvernement n'a pas encore payé les indemnités pour les travailleurs. Ces

dernières avaient été suspendues dans le cadre des mesures d'austérité pour répondre à l'arrêt du transit pétrolier. Par contre, les intérêts des banques ont été payés et certains emprunts, souscrits pour compenser les 95 % de pertes de revenu, ont été déjà remboursés.

De plus le président sud-soudanais a, de fait, abandonné la lutte concernant la région d'Abyei où la presque totalité de la population avait récemment voté pour rejoindre le Sud-Soudan. L'aide aux rebelles a été aussi stoppée permettant à l'armée soudanaise de reprendre beaucoup de terrain.

Ces politiques sont très impopulaires parmi la population sud-soudanaise et cela a conduit les principaux opposant de Salva Kirr à déclencher la crise actuelle. Elle est décrite comme un conflit ethnique entre les Dinka, la communauté la plus importante du Sud-Soudan et les Nuer la seconde en nombre. Cependant les onze politiciens de l'opposition arrêtés au début de l'agitation viennent de six ethnies différentes, y compris les Dinka.

Comme au Nigeria, en Angola et d'autres pays riches en ressources, c'est seulement une petite élite corrompue qui bénéficie de la richesse du pétrole. La très grande majorité de la population souffre d'une terrible pauvreté. La situation a empiré avec les récents assassinats de milliers de personnes, et les dizaines de milliers de gens qui ont quitté leur domicile en quête d'un refuge. Mais là aussi, comme dans les autres pays africains, c'est la classe ouvrière organisée du Sud-Soudan qui donne l'espoir qu'un autre monde est possible.

Les grévistes dans les universités du pays, notamment la principale, Juba ont réussi à obtenir au moins que leurs indemnités soient de nouveau versées. Les grèves de la principale compagnie de téléphone mobile Vivacell ont abouti à ce que les revendications soient sérieusement étudiées par l'entreprise et le gouvernement. La fédération syndicale des travailleurs s'organise progressivement dans beaucoup de secteurs de l'économie et son secrétaire général, Nyuon Janguan, travaille dur pour étendre l'influence du syndicat.

**Drew Povey**

## UNIVERSITE DE JUBA : Personnel en grève pour ses indemnités

Le personnel de l'université de Juba a organisé une grève de deux semaines et a obtenu que ses indemnités soient bien versées avec le salaire d'octobre. En conséquence, la grève a été suspendue depuis quatre semaines afin que cette promesse soit tenue.

En janvier 2012, le gouvernement du Sud-Soudan a ordonné la fin de l'exportation du pétrole à travers le territoire du Soudan en raison du désaccord sur le prix à payer pour ce transit. La conséquence est que le gouvernement du Sud-Soudan a perdu beaucoup de revenu. A partir de juillet 2012, le gouvernement a introduit des mesures d'austérités et réduit sensiblement les salaires des travailleurs du secteur public en réduisant leur indemnité.

Ces coupes budgétaires ont, par exemple, réduit le salaire net d'un maître assistant de 5700 livres sud-soudanaises à 3600 (à peu près 850 \$).

En octobre dernier, le ministre du Travail a annoncé que certaines allocations devraient être mises en place, pour les petits fonctionnaires, l'armée, les forces de sécurité et les personnels universitaires, entre autres. Mais les indemnités pour le personnel de l'université de Juba n'ont pas été payées depuis 14 mois.

Les enseignants en grève se sont coordonnés avec les autres universités dans le pays. « L'université de science et de technologie (Bor) John Garang et l'université de Bahr El Ghazal sont aussi en grève pour le même problème et l'autre université publique est en solidarité avec nous », déclare Edward Momo, vice-président de l'association des personnels académiques de l'université de Juba.

L'Association des personnels académiques revendique le paiement intégral des indemnités avec les salaires d'octobre. De plus, elle veut un accord sur la façon dont la perte de salaire sera compensée.

La production de pétrole et les exportations ont repris en avril 2013 après un accord sur le niveau du prix à payer pour le transit. Le gouvernement du Sud-Soudan a reçu jusqu'ici autour de 1,3 milliard de dollars dont 300 millions ont été payés au Soudan pour le prix du transit et plus de 230 millions ont été dépensés en remboursement de prêt. Cependant le gouvernement n'a pas prévu de payer la totalité des indemnités à ces travailleurs avant janvier de l'année prochaine, au moins.

Ainsi le gouvernement du nouveau Sud-Soudan indépendant paye des millions à son ancien oppresseur et davantage aux banques, mais les travailleurs avec des paies misérables sont priés d'attendre au moins trois mois avant de recevoir la totalité de leur dû. D'où des doutes sur la volonté de payer les indemnités manquantes.

Les enseignants de l'université de Juba ont raison de faire grève et dès le début ils ont reçu leur indemnité à l'exception de la plus importante, celle du logement. Il est encourageant que les enseignants des autres universités publiques soient capables de se joindre à leur lutte. Ils ont été soutenus aussi par les étudiants, ainsi à Juba, ils ont manifesté, marchant de l'université au parlement pour apporter une lettre de soutien à leurs enseignants.

Les professeurs et les autres travailleurs de l'université de Juba travaillent à organiser un syndicat efficace. Cela devrait renforcer leur position, notamment si tous les universitaires se joignent à ce syndicat. Les enseignants représentent seulement un quart du personnel, leur position serait plus forte si une unité avec les non-enseignants s'opérait.

**Drew Povey**



[www.resistance-africaine.com](http://www.resistance-africaine.com)

# Vivacell : après les grèves de septembre et novembre, les travailleurs sont optimistes

Les travailleurs de Vivacell, la principale compagnie de téléphonie mobile du Sud-Soudan ont d'importantes revendications depuis au moins quatre à cinq ans. Mais c'est seulement avec la grève de septembre 2013 qu'ils ont été pris au sérieux par l'entreprise comme par le gouvernement.

Dix personnes ont été élues, une liste de 23 points a été établie et la grève a été lancée le 16 septembre. Immédiatement, un haut fonctionnaire est intervenu et a appelé les travailleurs à reprendre le travail et à donner du temps à l'entreprise afin qu'elle trouve une solution.

Cependant, des petits progrès semblent en passe de se réaliser au-delà des propositions patronales d'une augmentation mensuelle de connexion de 12 \$ et de 24 pour les indemnités de transport.

Le jeudi 7 novembre, les travailleurs se sont mis de nouveau en grève – cette fois pendant une semaine. Le ministre de la Fonction publique a alors promis la mise en place d'une commission pour étudier les revendications.

Il promet essentiellement de fournir les données pour comparer les contrats et les conditions d'emploi avec les travailleurs des autres compagnies de téléphone mobile.

Dans cette période, les travailleurs ont été soutenus par les permanents de la Fédération syndicale des travailleurs du Sud-Soudan et ils ont estimé que les propositions du ministre étaient raisonnables. Ils pensent que leur salaire

et leurs conditions sont inférieurs à ceux des autres compagnies et que cet exercice permettrait d'améliorer considérablement leur position dans la négociation.

Pierre Fattouch, originaire du Liban, est l'actionnaire principal de Vivacell, mais un quart de l'entreprise appartient au parti au pouvoir, the Sudan Peoples Liberation Movement (SPLM). Le gouvernement a accordé à l'entreprise de nombreux avantages notamment fiscaux.

Malgré cela, un des points importants est que les travailleurs du Sud-Soudan sont l'objet de discrimination. Les travailleurs des autres pays de l'Afrique de l'Est reçoivent des salaires plus hauts, parfois cinq ou six fois plus. Ils bénéficient aussi de logement et de subventions alimentaires.

Les travailleurs sont optimistes : la menace d'une nouvelle grève, notamment avec le soutien de la fédération syndicale des travailleurs du Sud-Soudan et les informations sur les contrats de travail des autres entreprises de téléphonie mobile leur assureront l'obtention d'améliorations substantielles.

**Drew Povey**

## INTERVIEW DE NYUON JANGUAN: Défendre les travailleurs

**Afriques en Lutte** : Pourriez-vous présenter?

**Nyuan Janguan[1]** : Je viens d'un milieu rural traditionnel, mon père était le chef du village de Bieh situé à l'extrême nord de ce que l'on appelle maintenant le Sud-Soudan. En 1986, quand j'avais 14 ans j'ai décidé d'aller à l'école. Ainsi j'ai vendu quelques vaches de mon troupeau et je suis parti vivre avec un ami de ma famille à Kadugli. C'était à trois jours de marche de mon village. Plus tard, j'ai déménagé à Khartoum, la capitale où j'ai fait mes études primaire et secondaire que j'ai terminées en 1994.

**AEL** : Comment le premier contact avec le mouvement syndical s'est-il passé ?

**N. J.** : Après avoir fini mes études secondaires, j'ai pris un poste dans la fonction publique du gouvernement à Bentiu qui était alors dans la région sud du Soudan.

J'ai réalisé l'importance des syndicats quand j'ai été nommé responsable financier du Mayom County (la mairie). C'était en 1999, il y avait des officiels du syndicat qui venaient chercher leurs cotisations. Alors j'ai compris l'importance des syndicats et d'en être membre. C'est une protection des droits des travailleurs et aussi un élément important du système démocratique qui est lié à ma carrière politique. C'est pourquoi je me suis intéressé aux syndicats.

J'ai été nommé membre du comité du syndicat en 2000. Les trois membres de l'exécutif sont élus par la conférence – le président, le secrétaire général et le trésorier. Ensuite, ils nomment les autres membres du comité par consultation. Pour mon premier mandat, j'ai été nommé secrétaire à l'organisation pour cinq ans. Pour le second mandat, je suis devenu vice-président national en 2006. Ensuite, en 2010, nous avons formé un comité pour enregistrer nos syndicats dans la totalité des dix États du Sud Soudan, la fédération syndicale des travailleurs a tenu sa conférence nationale. Ce jour-là j'ai été élu secrétaire général adjoint. Plus tard, la même année, le secrétaire général n'était plus à son poste du fait d'un autre travail, Ainsi le 19 février 2011, j'ai commencé comme secrétaire général par intérim puis je suis resté à ce poste jusqu'à maintenant.

**AEL :** Qu'est le principal défi pour les syndicats au Sud-Soudan ?

**N. J. :** Nous sommes confrontés, en tant que dirigeants syndicaux à beaucoup de défis. Le gouvernement a parfois l'habitude de nous menacer, de plus nous ne sommes pas bien implantés, Nous avons peu de moyens financiers, puisque la plupart de nos membres ne sont pas reconnus.

**AEL :** La question clef est donc d'enregistrer les syndicats et de recruter des membres ?

**N. J. :** Depuis 2005, certains syndicats ont une existence dans la région. Mais maintenant nous avons besoin qu'ils soient reconnus, comme celui des enseignants, comme partie prenante de la fédération nationale des syndicats. Les enseignants sont déjà organisés et ont déjà tenu leur conférence syndicale nationale. Comme ils ne sont pas bien payés, ils ont besoin de s'organiser, beaucoup d'instituteurs ne reçoivent seulement que 80 \$ par mois. Ce n'est certainement pas assez pour faire vivre une famille dans les grandes villes du pays.

**AEL :** Qu'en est-il des fonctionnaires travaillant dans les ministères ?

**N. J. :** Le gouvernement a déclaré que nous pouvons

seulement organiser le syndicat dans les ministères après que le texte sur les syndicats ouvriers est devenu une loi. Cela est passé au Parlement la semaine dernière et maintenant nous attendons juste que le président signe cette loi. Ce sera une arme pour nous qui protégera l'ensemble des travailleurs du Sud-Soudan.

**AEL :** Les travailleurs de Vivacell ont élu un comité et ont mené récemment une grève.

**N. J. :** ils ont commencé à s'organiser, c'est une bonne idée, Nous les soutenons pendant les négociations avec le gouvernement et l'entreprise.

**AEL :** Le mois dernier, vous avez été nommé membre du gouvernement, comment pensez vous que cela peut vous aider dans votre travail de dirigeant syndical ?

**N. J. :** J'ai été nommé membre de l'Assemblée nationale. Effectivement cela aidera mon travail car j'aurai la possibilité de défendre les travailleurs au Parlement. C'est un très bon moment pour être nommé. La priorité est mon travail syndical. C'est là que j'aiderai les travailleurs, en parlant au Parlement, au président ou à d'autres personnes. Donc je pense que cela sera très utile pour les travailleurs. Mon réel intérêt est le syndicat. Quand la session du Parlement finira, je rejoindrai immédiatement le bureau du syndicat.

**Propos recueillis par Drew Povey**

**Légende :** Les membres de l'exécutif de la fédération syndicale des travailleurs

[1] Secrétaire général de la fédération syndicale des travailleurs du Sud-Soudan

## A visiter: Salon Anticolonial 2014, samedi 15 et dimanche 16 février

www.anticolonial.net



**SALON  
ANTICOLONIAL**

Samedi 15 et dimanche 16 février 2014  
10h - 19h

La Bellevilloise  
19-21 rue Boyer, Paris 20<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Gambetta  
ou Ménilmontant  
BUS 26, 61, 69 ou 96

Entrée participative à 2 euros



**Au programme...**

**Samedi 15 et Dimanche 16 février 10h-19h**  
Le Salon anticolonial, un rendez-vous festif, culturel et militant dans le cadre chaleureux et convivial de La Bellevilloise

**L'1 consolable**  
Rap slam conscient et beats hip-hop, bossa, jazzy, bluesy

**Un salon du livre anticolonial**  
Avec dédicaces des auteur(e)s présent(e)s

**Forum des musiques africaines**

**Des remises de prix**  
**Colonialiste de l'année**  
**Françafrique, Frantz Fanon, Prix du livre anticolonial**

**Exposition des œuvres**  
De Mustapha Boutadline et Nadia Valentine

**Du cinéma**, avec les projections de Gens de Gaza du Collectif Foumonde et Kreol de Frédérique Menant

**Des stands associatifs du monde**  
Commerce équitable, artisanat des Amériques, huile de Palestine, savons, keffieh, CD, T-Shirts militants, sacs, badges...

**Et toujours des débats**, des échanges autour de l'Histoire et de l'Actualité : Palestine, Oslo 20 ans après, Vietnam : hommage au Général Glap, Japon, féminisme décolonial, Françafrique, Football Rio 2014 et colonialisme, Révolution Française et colonisation, Centrafrique, Rapport Brazza, Nelson Mandela...

**Rencontres avec** Sorj Chalandon (sous réserves), Catherine Coquery-Widrovitch, Christine Delphy, Mireille Fanon, Alain Ruscio, Pierre Stambul, Louis-Georges Tin, Françoise Vergès, Sophie Wahnich, et bien d'autres personnalités du monde politique culturel et artistique.

© Grégory Ondiz

## A voir: 12 years a Slave de Steve McQueen



POUR NOUS CONTACTER, e-mail: [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr); site: [www.afriquesenlutte.org](http://www.afriquesenlutte.org)